



TCL mode lourd
Lundi 2 juin 2025

« TVA sociale » : Bayrou nous refait le coup de la dette

Le 27 mai, Bayrou a annoncé, pour l'été, un « plan de retour à l'équilibre des finances » qui « demandera des efforts à tous les Français, sans exception ». À tous, vraiment ? Aux travailleurs et travailleuses, certainement, mais pas touche aux grandes fortunes et aux actionnaires ! Mais d'où vient la dette, si ce n'est des subventions aux entreprises et des allégements d'impôts ? Et qui en profite, sinon les fonds de pension et les banques qui empochent les intérêts ?

Une TVA... pas du tout « sociale »

Bayrou nous présente la facture avec la mal nommée « TVA sociale », autrement dit le financement de la Sécu par l'impôt. Et pas n'importe lequel : la TVA, une taxe particulièrement injuste, que tout le monde paie au même taux, quel que soit son revenu, en faisant ses achats.

Le déficit de la Sécu est la conséquence des milliards d'exonérations de cotisations patronales. Les remplacer par un impôt ce n'est rien d'autre qu'un vol ! Mais l'arnaque ne s'arrête pas là. Rien ne dit que ces milliards resteront fléchés vers la Sécu. Un prochain gouvernement pourrait rediriger cette manne vers d'autres budgets. On n'a pas fini d'entendre parler du « trou de la Sécu »...

Une journée de grève face à l'urgence sociale ?

La facture se paye aussi cash avec nos emplois. Les suppressions d'emplois dans la santé, le social, l'éducation, s'ajoutent aux dizaines de milliers de licenciements dans les entreprises privées. Depuis septembre 2023, la CGT compte 400 plans sociaux, menant à la suppression d'au moins 90 000 emplois directs et 250 000 emplois induits. Michelin, MA France, Vencorex, Casino : les licenciements ne concernent pas que les plus grandes boîtes. Dans toutes les régions, des travailleurs et des travailleuses apprennent que leur emploi est menacé voire supprimé, dans l'automobile, la chimie, le commerce...

Face à cette urgence sociale, les luttes ont lieu en ordre dispersé. Jeudi 5 juin, la CGT appelle (les autres organisations syndicales ont refusé de s'y joindre) à une journée de grève pour les retraites. Elle compte profiter de la « niche parlementaire » du Parti communiste à l'Assemblée nationale, lors de laquelle les députés du PCF proposeront l'abrogation de la retraite à 64 ans. Une

journée de mobilisation qui remet une nouvelle fois notre sort entre les mains des parlementaires.

Le RN et Bardella à la botte des patrons

Pour passer, l'abrogation devrait aussi être votée par les députés du Rassemblement national, bien positionné en embuscade pour profiter du pourrissement de la situation sociale et politique. L'héritière Marine Le Pen prétend défendre les classes populaires en refusant la « TVA sociale »... alors que son grand remplaçant Bardella fait les yeux doux au patronat dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, promouvant la retraite à 67 ans, la suppression des impôts sur les entreprises, la réduction des dépenses publiques et un « pacte de confiance » avec les chefs d'entreprise, de la « TPE-PME au dirigeant du CAC 40 ».

Le 5 juin et après : défendons nos intérêts !

Face aux attaques, prenons nos affaires en main, travailleurs et travailleuses, quelle que soit notre nationalité, du public et du privé. Bien évidemment, le 5 juin, nous devons être nombreuses et nombreux à nous mettre en grève et à manifester, quelle que soit notre appartenance syndicale. Non pas parce que nous aurions quelques illusions dans le fait qu'une seule journée de grève permette d'obtenir satisfaction. Mais parce que nous devons nous saisir de toutes les occasions pour mettre en avant la nécessaire riposte du monde du travail : pour la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités pour tous et toutes, l'interdiction des licenciements, les créations d'emplois dans les services utiles à la population et l'augmentation des salaires. Et au-delà : pour une société débarrassée des exploiteurs, des racistes et de leur monde.

Le 5 juin, jour de grève !

L'immense majorité des travailleurs est opposée à la réforme des retraites repoussant de 2 ans l'âge légal de départ. Ce jeudi 5 nous sommes de nouveau appelés à la mobilisation contre cette réforme, mais aussi pour la défense des emplois et des salaires.

Au Mode Lourd, un syndicat appelle les salariés à l'action, pour défendre également leurs revendications à l'approche des NAO, et propose de tenir une Assemblée Générale à 9h à Poudrette avant de se rendre en manifestation.

Les salariés des TCL qui répondront présents ont bien raison : toutes les occasions doivent être saisies pour défendre collectivement nos intérêts et nous organiser, tous ensemble !

Ni carottes, ni bâtons

L'intéressement de Keolis Lyon vient de tomber... Pas de quoi garnir nos portefeuilles, avec l'équivalent d'un euro mis de côté chaque jour pendant un an. Nous ne devons pas compter sur ces primes, avec des montants variables et conditionnés à des critères souvent injustes, mais plutôt les inclure dans nos salaires ! Au fond, « participation » et « intéressement » ne sont que des moyens mis en place par les patrons pour nous intéresser à l'augmentation de notre exploitation.

Seul notre travail créé des richesses : on n'en veut pas des miettes, mais bien tout le gâteau !

Un siège, pas un trône !

Différentes problématiques ont récemment secoué les fesses des conducteurs (punaises de lit, excréments...). Les sièges dans les cabines sont dans des états critiques, des rames ressortent parfois malgré les signalements, et la direction n'y est pas pour rien.

Contrairement à ce que voudraient nos patrons, le problème n'est pas de trouver des coupables chez les conducteurs, les AL, le PCT ou encore les agents d'entretien, mais bien de mettre en place de meilleures procédures et de mettre les moyens pour les faire respecter !

Les salles de pause ont pris leur pause

On nous promet une rénovation des salles de pauses. Au-delà des effets d'annonce, on attend de voir le résultat.

En attendant, l'organisation des travaux en tant que tel n'a pas été très respectueuse des conducteurs et conductrices.

Sur T1 ils ont débutés la veille de la réouverture de la ligne jusqu'à Debourg, alors qu'ils auraient pu être fait pendant le mois de limitation à HTG. Pire, le courant a été coupé en début de travaux et pas rétabli pendant plusieurs jours après la fin des travaux, donc pas de micro-onde, pas de frigo, pas de café, etc.

Sur T4, on nous prive carrément de salle de pause, en nous invitant à nous rendre à PDS, mais sans nous en donner le temps nécessaire.

Quand une pause s'impose, la salle de pause aussi !

Mauvais réflexe

Le maire de droite de Saint-Priest, en campagne pour les futures élections, a remis sur la table l'idée d'une police des

transports après qu'une agression a eu lieu sur le tram. Ce n'est pas la solution, car à moins de mettre un flic derrière chaque passager (et tant qu'à faire, un flic derrière chaque flic), jamais la moindre police n'empêchera les problèmes d'arriver.

Les gâcheurs de fête

C'est même parfois l'inverse : la police crée les problèmes qu'elle prétend résoudre. On en a encore eu un exemple samedi dernier sur les Champs-Élysées, après la victoire du PSG. Contrairement à ce qu'on a entendu, il n'y a pas eu plus de violences qu'en 1998. Déjà à l'époque, on comptait un mort, des dizaines de blessés et quelques pillages dans des boutiques de luxe. En revanche, le dispositif policier est beaucoup plus important et agressif aujourd'hui. Cela a tendu l'atmosphère, multiplié les confrontations... et donné matière à tous les discours sécuritaires et racistes qui ont pu se répandre dès le lendemain dans les médias.

Marche ou crève ?

Les ZFE qui interdisent l'accès aux centres-villes aux voitures les plus vieilles sont en train d'être supprimées, avec le soutien du RN, des Républicains et de la France insoumise. L'extrême-droite, qui vote contre l'augmentation du SMIC à chaque occasion, se rachète avec un peu de démagogie sociale contre « l"écologie punitive ». Mais allons-nous vraiment profiter de la suppression des ZFE ?

La pollution de l'air fait 40 000 morts par an en France et 4 millions dans le monde. Certes, les ZFE étaient profondément injustes, réservant l'écologie à ceux qui peuvent vivre en centre-ville au détriment de ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour travailler. Mais pour régler ce problème, nous avons d'autres solutions que de laisser les autos sur les routes : développer et rendre gratuits les transports en commun, réquisitionner les logements vides et en construire de nouveaux, à proximité des lieux de production, et enfin réduire le temps de travail pour ne plus avoir à courir derrière la montre, chacun dans son véhicule aux heures de pointe.

Mobilisation pour la relaxe et la réintégration de Gaël et Yann

Yann, Gaël et trois camarades sont poursuivis par la Poste. Pendant de longues années, ils se sont battus contre sa direction, contre les réorganisations et les suppressions d'emplois. Yann et Gaël continuent d'ailleurs de militer dans l'entreprise, même s'ils en ont été respectivement révoqués et licenciés. L'entreprise ne peut pas le supporter et les assigne au tribunal le 12 juin, pour des faits qui remontent à 2014 ! Cette année-là, dans le cadre d'une longue grève pour titulariser des collègues précaires, des délégations de grévistes s'étaient rendues au siège de la Poste pour négocier, une visite que la direction veut faire passer pour une « violation de domicile professionnel » !

La répression des militants syndicaux est un signal envoyé à tous les travailleurs qui veulent se battre. Faisons bloc en soutenant nos camarades !